

Date de dépôt: 23 octobre 2002

Messagerie

Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion de la commission des transports concernant le réaménagement de la circulation aux Pâquis

Mesdames et
Messieurs les députés,

En date du 4 décembre 1992, le Grand Conseil a adopté et renvoyé au Conseil d'Etat la motion M 764 ci-annexée (MGC 1992, p. 7650 et ss), présentée par la commission des transports unanime sur la base d'une proposition de motion de M. le député Jacques Torrent, datant du 19 décembre 1991 (MGC 1991, p. 5590 et ss) et retirée en commission au profit de sa nouvelle version.

Dans le cadre de l'examen de la motion, la commission des transports s'était également penchée sur deux pétitions, soit la P 922 déposée par l'Association pour la défense économique des Pâquis et qui s'opposait aux mesures de circulation envisagées dans le quartier des Pâquis par souci de conséquences néfastes sur l'économie, et la P 932 déposée par l'Association de quartier SURVAP se prononçant en faveur du projet « Tout doux les Pâquis ».

Ces deux pétitions avaient ensuite été déposées sur le bureau du Grand Conseil à titre d'information, alors que la présente motion était renvoyée au Conseil d'Etat sous une forme amendée par rapport à la proposition originale, qui demandait un moratoire des aménagements prévus jusqu'à la mise en service de l'autoroute de contournement.

La motion invitait ainsi le Conseil d'Etat :

- à poursuivre la concertation avec tous les intéressés concernant le projet « Tout doux les Pâquis » et à prendre, le cas échéant, les mesures qui permettraient de perfectionner ou d'améliorer le système, en tentant de trouver des solutions aux problèmes objectifs soulevés par les entreprises qui s'opposent au projet ;
- à présenter un rapport au Grand Conseil faisant état des tenants et aboutissants dans cette concertation.

Par la suite, la demande originale d'un moratoire jusqu'après la mise en service de l'autoroute de contournement a été largement satisfaite, et même dépassée eu égard à l'évolution qu'a connue ce dossier, notamment sur le plan procédural. Le concept « Tout doux les Pâquis » était composé de mesures de circulation à prendre par l'Etat de Genève en sa qualité d'autorité en matière de mobilité, ainsi que de nombreuses mesures d'aménagement à prendre, incombant à la Ville de Genève.

Si certaines mesures, à l'exemple de l'instauration d'une zone avec macarons de stationnement, ont pu être mises en place sans trop de difficultés, le fait de mettre le secteur en zone 30 km / heure avait provoqué des réticences qui avaient bloqué longuement l'instruction du dossier. Ainsi, l'enquête publique publiée avait rencontré de nombreuses oppositions. L'arrêté y relatif avait fait l'objet de plusieurs recours. La décision subséquente du Conseil d'Etat, du 4 décembre 1995, avait ensuite été portée devant le Conseil fédéral. Ce dernier, tranchant par décision du 19 novembre 1997, avait annulé cette décision et l'avait renvoyée au Conseil d'Etat, estimant que les éléments constituant le dossier étaient insuffisamment étayés sur le plan de l'instruction technique.

Une nouvelle enquête publique a été ouverte le 17 novembre 1999, puis un nouvel arrêté a été publié en date du 6 juin 2000. Suite à cet arrêté, le quartier des Pâquis a donc enfin pu être mis en régime de zone à vitesse limitée à 30 km / heure, à savoir toutes les voies de circulation sises à l'intérieur du périmètre délimité par la rue de Lausanne, la rue des Alpes, la rue Adhémar-Fabri, les quais du Mont-Blanc et Wilson et l'avenue de France. Plusieurs rues ont par ailleurs été mises en sens unique, avec contresens permis aux cycles.

Le fait d'avoir pu instaurer le régime des macarons de stationnement préalablement à la mise en place de la zone 30 km / heure a permis dans une certaine mesure d'assurer un meilleur taux de rotation sur les places de parc. Cela est profitable aussi bien pour les habitants que pour les commerçants,

même si le ratio places de parc / demande provoque encore quelques difficultés, à maîtriser avant tout en renforçant l'activité de contrôle par les forces de l'ordre.

Pour ce qui concerne les mesures de circulation et les aménagements liés à l'introduction de la zone 30 km / heure, l'expérience démontre que les options retenues donnent satisfaction.

Au bénéfice de ces explications, le Conseil d'Etat vous invite, Mesdames et Messieurs les députés, à prendre acte du présent rapport.

AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

Le chancelier :
Robert Hensler

La présidente :
Micheline Calmy-Rey

Annexe : motion M 764

Secrétariat du Grand Conseil**M 764***PROPOSITION DE MOTION**concernant le réaménagement de la circulation aux Pâquis***LE GRAND CONSEIL,**

- vu le projet « Tout doux les Pâquis » ;
- vu la concertation déjà conduite par le département de justice et police ;
- vu les pétitions 922 et 932 ;
- considérant que le réaménagement de la circulation pose des problèmes nouveaux à la vie économique de ce quartier,

invite le Conseil d'Etat

- à poursuivre la concertation avec tous les intéressés et à prendre le cas échéant les mesures qui permettraient de perfectionner ou d'améliorer le système, en tentant de trouver des solutions aux problèmes objectifs soulevés par les entreprises qui s'opposent au projet ;
- à présenter un rapport au Grand Conseil faisant état des tenants et aboutissants dans cette concertation.